

Service Pénitentiaire

3

Prison de

1 Ma

Frais et 17 f d.i.
payés le 30-3-57

RE 5590

K = 12231
33276

PVA Voir

Nom : KAYIMBA Alexio
Origine : Nyamungu
Chefferie : Jakoko chef lebutura
Territoire : Nyanungu
Profession : Couturier
N° du R.E. : 12231
33276 Voir avis de transfert voir RE 5587.
Formule dactyloscopique : T. R R. R MP 935/Sacc

Arrêté le : 15-9-50 PVA voir RE 33275
Entrée : 3-3-51
Condamné le : 1-12-51 à 2 ans + 6 mois S.P.P. moins 6 mois
25-3-51 Tribunal d'Appel R MP 158/1511- Confirmé
1/4 de peine : 28-4-51 26-4-52
30-4-52
25-9-52
Sorti le : 14-3-53 19-3-53 24-3-53

Transféré le :
Rapatrié le :
Expulsé le :
Décédé le :



LE GARDIEN,

Blum

Billet d'élargissement.

Le nommé KAVIMBA alias Alexis
fils de Batutura (eu), et de Cyiramaiguni (eu)
Chefferie Cyasha, sous-chefferie Schuhura
colline Nyamunga, race muhutu des Ahanjira
territoire de Shangha
condamné par le Tribunal d'Appel
en date du 15-3-51
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 19 mois
de servitude pénale subsidiaire de _____
a (ou le) contrainte _____ par corps de _____

Rushigiri, le 30 Avril 1952

Le Gardien de Prison,

P.O. Duab
2

R.M.P.....

Rég. écrou :...5590/Ruhengeri

ORDONNANCE

Pour le Commissaire Provincial faisant fonctions
Provincial de Gouverneur du Territoire du Ruanda-Urundi, le Secrétaire

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu, spécialement en sa section VIII (Livre premier) le decret du 30 janvier 1940
formant Code pénal rendu exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi par ordon-
nance 43/Just. du 18 mai 1940 ;

Vu l'ordonnance 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le territoire du
Ruanda-Urundi, l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération
conditionnelle.

Ordonne :

Article premier.

Le nomméKAYIMBA.....

condamné par jugement du tribunal.....T.R.R.....

en date du.....1.12.1950.....à une peine de...2 ans et 6 mois...
de servitude pénale, est mis en liberté conditionnelle.

Article 2.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le...21 avril.....1952.

Pour copie certifiée conforme :

M. WILLAERT

Usumbura, le...24.4.....1952...

Sé:M. WILLAERT

Le Chef du service de la Justice
et du Contentieux,

P. LEROY



P. Leroy

Territoire

du RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI

GEWEST

N° 11/3/420 1173

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden:
nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op n°

du 19
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp

Libération conditionnelle.-

Transmis à Monsieur le Gardien de Prison
à Ruhengeri, une ampliation d'une ordon-
nance en date du 21 avril 1952, accordant
la mise en libération conditionnelle au
détenu KAYIMBA RE 5590.

Usumbura, le 24 Avril 1952

Le Chef du Service de la Justice
et du Contentieux, P. LEROY,

P. Leroy
Conseiller Juridique.

RESIDENCE DE Lurundi
Territoire de Lura

AVIS DE TRANSFERT.

Nous soussigné Prodant Jacques J. J.
Gardien de la prison à Lura
mandons M. le Gardien de la Prison de Kigali
de vouloir bien incarcérer les nommés.

Ko ayimba Aletis RE. 33 276.
fil de Bwatinimula et de Nyiramushungu, originaire de colline
Nyarungu, chef. gashoko. 2/ chef. Lehe kura, territoire. Nyanugu.

prévenus de: Arriv. arbitraire - dénonciation calomnieuse et de chef de
détention d'un non-suré.

infraction prévue par:

mis en détention préventive depuis le 15.9.50.


suivant pièce dont copie ci-jointe dossier pénitentiaire

Lura, le 3.7.51
Gardien de la prison

Prodant J. J. J.

Escorte: Bitabhi policier de 2^e classe
Kaboyi - idem
Gasamagwa

Témoins: Angels Comis de la colonie
Kilanga le policier de la 1^{re} classe Kif


Prière nous renvoyer en
le au plaisir signé pour
réception.

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps,

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA A KIGALI

Conseil de guerre

R.M.P 935/S

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de KIGALI

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KAYIMBA

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali

Conseil de guerre de

du I décembre 1950 19, devenu irrévocable le 19 décembre 1950

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à CINQ JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de supplément cinq

montant des frais du procès (ou) à CINQ JOURS de contrainte par

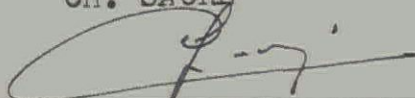
corps faute de verser la somme de 50 francs montant des dommages intérêts

à la partie civile. TONONKE

A Kigali, le 19 décembre 1950 19

L'Officier du Ministère Public,

Ch. SACRE



REQUISITION A FIN
D'E P. SONT ENT

TRIBUNAL.....

R. P. No 35/8 / P. No

436

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{ère} instance
d'Usumbura à Kigali;

En vertu de l'article 82 de l'Ordonnance-loi du 30-8-1924 et des articles
143 et 146 du Décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la Prison à Kigali de recevoir et
emprisonner le nommé.....

condamné par juge ent du Tribunal de.....
en date du..... 1950 devenu irrévocable

le..... 1950

du chef.....

Kigali, le 1950

L'OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC,

prévenus d'avoir:

1°/ sur la route Ponda-Poshula, chefferie Cyeshâ, territoire de Shanguu, résidence du Ruanda, le 14 septembre 1950, comme coauteurs, arrêté arbitrairement l'indigène Tononke, en exerçant de violences à son égard.
Fait prévu et sanctionné par l'article 67 Code Pénal Livre Second.

2°/ A la colline Yakulungo et la colline Nyamashoke, chefferie Cyeshâ, territoire de Shanguu, résidence du Ruanda, le 14 septembre 1950, fait verbalement au sous-chef Sebubura, fonctionnaire public qui a le devoir d'en saisir l'autorité judiciaire et une autorité judiciaire en l'occurrence l'Officier de Police Judiciaire Laertens, une dénonciation calomnieuse contre le dit Tononke.
Fait prévu et sanctionné par l'article 76 Code Pénal Livre Second.

3°/ Dans les mêmes circonstances de temps et de lieu qu'au 1° ci-dessus détenu de l'or non ouvré.

Fait prévu et sanctionné par les articles I & II du Décret du 20 avril 1928 ordonnance du Ruanda-Urundi du 11 octobre 1929.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 152 / Appel

Reg. du rôle. No

TRIBUNAL

1^{re} Instance degré appel

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Cumbeura
de recevoir et emprisonner le nommé Kayimba fils de Batewurula (e.v.)
et de Nyinamurunguru (e.v.) chef Schibuna chef Pattho
Cem. Shanguen
condamné par jugement du Tribunal 1^{re} Instance degré appel
en date du 15 mars 1957 devenu irrévocable le 19 ..
à un an - six mois - un an
du chef d'un arbitraire - dénonciation calomnieuse et des chef
de détention d'or non ouverts

15

le

15 mars

1957

L'Officier du Ministère Public, P. Lambotte

@umel = 2 ans 6 mois S.P.P

R. P. A. N° 100

R. M. P. 236 KIGALI

Notification d'appel et assignation.

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le septième jour du mois de juin

A la requête de Georges GAILLY

Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné Darius Jany

Huissier assermenté demeurant à Kigali

Ai donné notification à KAYIMBA, fils de Bateturula et de Nyiramushunguri

originaire de la colline Nyaruhungu territoire de shangugu, boy

détenu à KIGALI

faisant profession de

et nt à : Kigali

et y parlant à : lui-même

de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi près le Tribunal d'Appel à Usumbura

par acte du 28 décembre 1950

de jugement rendu le 1er décembre 1950 par le Tribunal de Résidence de KIGALI

en cause : Ministère Public contre KAYIMBA préqualifié

Et d'un même contexte, à même date, mais à la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} instance d'Usumbura, j'ai huissier soussigné, donné assignation à KAYIMBA

préqualifié à comparaître devant le Tribunal de première instance d'Usumbura, y séant, siégeant comme juridiction répressive au degré d'appel, le huit mars mil neuf cent cinquante et un à

huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à l'effet d'y présenter ses moyens de défense, voir statuer sur l'appel susdit et y entendre prononcer le jugement à intervenir.

Et pour que le notifié - assigné n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT FRANCS.

L'HUISSIER,

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante le douzième jour du
mois de octobre

Par devant Nous A. JAENEN ^{Suppléant} Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda à Shangugu

Juge du Tribunal de Police de Shangugu a comparu le nommé KAYIMBA, munyarwanda
 fils de Bateturula (ev) et de nyiramushuguri (ev) originaire de la colline
Nyaruhungu, sous-chef Sebhura chef Gakoko, territoire de Shangugu

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda étant à Shangugu

a exposé qu'une instruction du chef de détention or non ouvré
dénonciation calomnieuse
arrestation arbitraire
infract. art. 1 et 28 D. 20-4-28; O.R.U. 11-10-29; art. 76 C.P.L.II et 67 C.P.L.II
était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que des circonstances
graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de
la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante, le douzième jour du
mois de octobre

Nous A. JAENEN ^{suppléant} Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda à Shangugu

Juge de Police de

Attendu que le nommé KAYIMBA
est prévenu de détention d'or non ouvré } art. 28 et 1; D. 20-4-28; O.R.U. 11-10-29
dénonciation calomnieuse } " 76 du C.P.L.II et 67 du C.P.L.II
arrestation arbitraire
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de Servitude Pénale
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé KAYIMBA

soit conduit et détenu à la prison de Shangugu

Notifié au prévenu le 12 octobre 1950.

Le Juge. ^{Suppléant}
A. JAENEN

...de Kigali.....

ORDONNANCE CONFIRMATIVE

Nous JAENEN, E.M.A.

Suppléant
Juge du Tribunal
Territorial de Résidence de Ruanda à Shangugu
de Police

Vu les pièces de la procédure à charge de
KAYIMBA, fils de Bateturula (ev) et de Nyiramushuguri (ev)
originaire de la colline Nyaruhungu sous-chefferie Sebhura

chefferie Cyasha

Résidence de Ruanda

territoire de Shangugu

prévenu de détention or non
ouvré

dénonciation calomnieuse
arrestation arbitraire

Qu'il Mr l'Officier du Ministère Public

Attendu que le susdit a été mis en détention
préventive le 12 octobre 1950

en ses réquisitions

Vu l'article 37 du Décret du 11 juillet 1923;

Attendu que le prévenu est indigène du Ruanda-Urundi

les faits sont graves

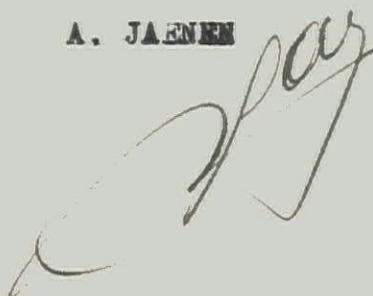
il y a danger de fuite

Déclarons que l'intérêt public exige le maintien
de la détention de l'accusé.

Fait à Shangugu, le 28 octobre 1950

suppléant
Le Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda

A. JAENEN



Signalement :

Taille.....
Cheveux.....
Sourcils.....
Yeux.....
Front.....
Nez.....
Bouche.....
Menton.....
Barbe.....
Figure.....
Signes particuliers :.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

(Conseil de guerre

Première Instance du Ruanda-Urundi séant à Shangugu

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

KAYIMBA, munyarwanda, fils de Bateturula (ev) et de Nyiramushuguri (ev)
originaire de la colline Nyaruhungu, sous-Chef Sebhura, chef
Gakoko, territoire de Shangugu

prévenu de **détention or non ouvré**
dénonciation calomnieuse
arrestation arbitraire

infraction prévue par l. **les** art. **1 et 28** décret du **20-4-28**; Ord. R. U. du **11-**
10-1929; **76 C. P. L. II. ET 67 C. P. L. II**

Attendu que (1) **le prévenu est indigène du Ruanda-Urundi**
les faits sont graves
il y a lieu de craindre sa fuite;

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit **KAYIMBA**

soit arrêté et conduit à la maison centrale de **Shangugu**

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à **Shangugu**, le **12 octobre** 19**50**

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

Service Pénitentiaire

Prison de lesimbura

RE. 321910

RE 5542 / Rnd

Nom : MUZALIWA

Origine : Baraka

Chefferie : Kusanu / Chef Kilinge

Territoire : Fixi

Profession : Sans

N° du R.E. : 321910

Formule dactyloscopique : Mandat de dépôt D.R. du 11-12-50

Arrêté le : 6-12-50

Condamné le : 12-1-51 par tribunal de Résidence RMP 1435/03 à 6 mois
14-9-51 par TRU RMP 2054/00. à 1 an S.P.P.

1/4 de peine : à ne plus représenter

Sorti le : 4-6-51 11-6-51 18-6-51 25-6-51 28-6-51 23-10-51

Transféré le : 26-12 - 1950 à Ruhengeri

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Entré le 14-2-51 no 105/Pour 20-2-51
repris le 1^{er} Mars 51 à Rumonge (Uvira)
14 jours en éviction
Evadé le 13-4-51 à l'hôpital
repris le 18-8-51 soit 4 mois en éviction

LE GARDIEN,



critici

6. 12. 50

frs in
eveni

4 mai + 14 frs

Combon

à 1 an 6 mai

1 an

6. 12. 51

6 mai

4. 6. 52

4 mai

2. 10. 52

14 frs

16. 10. 52

23. 1

2^e dossier

arrestation

6. 12. 50

Comdometie

12. 1. 51

2 Gamoi S.P.P.
+ 7 jri de C.P.G.

evroni le 14. 2. 51 } 14 jri
repi le 1. 3. 51 } evroni

evroni le 19. 4. 51 } 4 mois
repi le 18. 8. 51 }

Comdomi le 14. 9. 51 à

~~Com~~
1 out S.P.P.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL *de Résidence*

Reg. du M.P. No *1432/B.*

Reg du rôle. No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de *Résidence*

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à *Usumbua*
de recevoir et emprisonner le nommé *Kzalewa Sinari*

condamné par jugement du Tribunal *de Résidence*

en date du *12/1/51* 19 . devenu irrévocable le 19

à *6 mois de J. P. P.*

du chef de *vol simple*

Usumbua, le *12 / 1 /* 1951.

L'Officier du Ministère Public.

Buening